



Les perceptions des infracteurs d'Europe sur l'acceptation de la société concernant le procès de
réintégration

Janvier 2019



Co-financé par le
Programme Erasmus+
de l'Union Européenne

Projet no.
2017-1-RO01-KA204-037360





Le projet

MOBi – La Mobilisation de la Société pour la Réintégration des (anciens) Détenus

Les partenaires du projet MOBi

Le Centre pour la Promotion de l'Apprentissage Permanent - CPIP (Promoteur) (Roumanie)

Aproximar – Cooperativa de Solidariedade Social, CRL (Portugal)

Associazione Antigone Onlus – Antigone (Italie)

Le Sénat pour la Justice et la Constitution, Brême (Allemagne)

Direção-Geral de Reinserção e Serviços Prisionais – DGRSP (Portugal)

Genepi (France)

Hoppenbank e.V (Allemagne)

Pénitencier Baia Mare (Roumanie)

Les Leaders de l'Output Intellectuel 2

Hoppenbank e.V. (Leader)

Genepi (Co-Leader)

Hoppenbank e.V. et Genepi ont été aidées, au cadre de ce projet, par le Ministère de Justice du Land Brême, la respective institution ayant comme expérience étendue concernant le développement des instruments d'évaluation et analyse de la formation et bénéficiant des liaisons proches avec le Pénitencier Brême et les organisations locales centrées sur la justice pénale, du troisième secteur.

Les auteurs du Rapport

Hoppenbank e.V.

Svenja Böning

Hermann Smidt

Ralf Bührs

Genepi

Éloïse Broch

Naomi Chaussat

Ministère de Justice, Brême

Rhianon Williams

Philina Koch

Éléments graphiques

Aproximar, Cooperativa de Solidariedade Social

Remerciements

Nous remercions beaucoup à toutes les organisations qui prennent part à la dissémination du projet MOBi. Remerciements spéciaux à tous les répondants qui ont alloué une partie de leur temps au remplissage des questionnaires. Vous nous avez assuré des dates précieuses et des informations directes de la part de ceux qui travaillent au cadre du CJS, aux Etats-Unis. A la fin, nous remercions à la Commission Européenne (le Programme Erasmus+) pour le financement de ce projet.





Contenu

Résumé exécutif	5
Introduction	6
I. L`analyse de la littérature de spécialité	9
1.1 Thèmes importants principaux	9
II. Méthodologie	Erro! Marcador não definido.
2.1 Comment avons-nous partagé les éléments de littérature analysées	11
2.2 La méthodologie de collection des dates	13
2.3 Etude	Erro! Marcador não definido.
III. Constatations IO2	18
3.1 Les résultats de l`instrument d`évaluation quantitative	18
3.2 Les réponses de la part des détenus français par l`intermédiaire de l`organisation Genepi	24
3.3 Les réponses `dans le miroir` de IO1 et IO2	25
IV. Les réponses de l`étude de cas	26
V. Discussion	29
VI. Conclusions	35





Le contenu des tableaux

Tableau 1: L'implémentation Gantt de IO1 et IO2.....	16
---	-----------

Le contenu des figures

Figure 1: Les réponses agrégées dans le SPSS à l'instrument d'évaluation IO2 de MOBi, la question (2), des détenus d'Allemagne, Italie, Portugal et Roumanie	18
Figure 2: Les mêmes réponses, les mêmes questions, dans le SPSS, mais désagrégées par pays.....	19
Figure 3: En utilisant le même set de réponses comme exemple, nous vous présentons une visualisation exemplificative, agrégée sur le pays	19
Figure 4: Quatre réponses à la même question, désagrégées en fonction du pays (Allemagne).....	20
Figure 5: Quatre réponses à la même question, désagrégées en fonction du pays (Italie).....	20
Figure 6: Quatre réponses à la même question, désagrégées en fonction du pays (Portugal)	21
Figure 7: Quatre réponses à la même question, désagrégées en fonction du pays (Roumanie).....	21
Figure 8: L'illustration de l'impact concernant le fait qu'on n'a pas offert aux répondants l'occasion de différencier entre 'je ne sais pas et 'je préfère ne pas répondre'	24
Figure 9: L'illustration de l'impact concernant le fait qu'on n'a pas offert aux répondants l'occasion de différencier entre 'je ne sais pas et 'je préfère ne pas répondre'	24
Figure 10: Les réponses comparables ou dans le miroir à la même question, de la part des membres du public général de France, Roumanie, Portugal, Allemagne et Italie	25
Figure 11: Les réponses comparables ou dans le miroir à la même question, de la part des détenus des pénitentiaires identifiés en Roumanie, Portugal, Allemagne et Italie.....	26
Figure 12: Couverture échantillon d'une des brochures MOBi qui indiquent les citations des études de cas IO2 désagrégés par pays	28





Résumé exécutif

- Malgré les limitations et les obstacles, tous les partenaires ont collaboré au présent Résultat Intellectuel du projet MOBi pour collecter avec succès les données quantitatives sur les soucis et les préconceptions de la société concernant la (ré)intégration, de chaque pays partenaire. Si limitées aux pénitentiaires spécifiques des pays partenaires, les données qualitatives assurent, pourtant, un instantané intéressant sur la modalité dans laquelle le stigmate est ressenti et expérimenté dans le contexte des six trajets identifiés, dans le but de la réduction du récidivisme, dans les pénitentiaires respectifs et dans le présent. Vu les niveaux hauts de complexité concernant la génération des données comparables au niveau des pénitentiaires européens, la contribution du projet MOBi à notre connaissance dans ce domaine est unique.
- L'instrument d'évaluation au cadre IO2 du projet MOBi a collecté 100 réponses aux questionnaires, transmises par les (anciens) infracteurs, dans chaque pays partenaire MOBi, celles-ci étant complétées dans les Pénitentiaires de Brême et Vechta d'Allemagne, le Pénitenciaire Baia Mare de Roumanie, les Pénitentiaires Linhó, Lisboa, Sintra et Carregueira de Portugal et le Pénitenciaire Milan d'Italie. Cela a conduit à des réponses à 150 questions sur l'Echelle Likert et 10 questions ouvertes. De cette manière, les données ne constituent pas un échantillon représentatif, mais un instantané pour l'ancrage des résultats au projet MOBi.
- Les citations des deux études de cas basés sur des interviews, de chacune des cinq pays partenaires, apportent un support contextualisé et plus émotionnel aux constatations quantitatives du projet MOBi, celles-ci étant incluses dans des brochures.
- Les résultats accomplissent les objectifs déclarés du projet MOBi pour soutenir un cours de formation, que le projet va développer dans le but de l'approfondissement de la compréhension du public concernant la réintégration de succès et son implication dans ce procès. En fait, les données développées sont suffisamment étendues pour le développement de plusieurs types de rapports, personnalisés pour des différents types de public, comme les employeurs, les directeurs de pénitenciaire ou du secteur ONG,





comme pour le support des politiques spécifiques aux pays. Le présent rapport contient des exemples de certaines de ces possibilités.

- Les dates générées sont disponibles pour être téléchargées pour d'autres projets, en vue de les analyser, les projets respectifs nécessitant la perspective de la société sur l'effet que le stigmatisme a sur la réhabilitation de succès. On peut accéder au site de l'initiative MOBi: www.mobi-initiative.org.

Introduction

Le projet MOBi est un partenariat formé d'huit organisations présentes dans cinq pays UE différents. Le projet est conduit par CPIP et a comme but :

- Comprendre l'image européenne contemporaine d'ensemble, sur les peines et la réintégration, dans les termes de perception de la société, participation, l'étiquette des infracteurs, le retour au travail ou à la communauté, la création d'un instrument d'évaluation pour la quantification de "la culture" de la société concernant la peine et la réintégration ;
- Créer de nouvelles approches, innovatrices et multidisciplinaires pour répondre au processus de réintégration des (anciens) infracteurs ;
- Développer une méthodologie d'implication de la communauté pour le support des efforts des organisations, des praticiens et des parties intéressées les plus proches, au cadre du Système de Justice Pénale (CJS), pour la consolidation des approches existantes basées sur la communauté (la société) ;
- Projeter un programme de formation transfrontalier, qui soit implémenté par les organisations clef, et qui aie en vue la société civile, pour assurer le fait que tous les citoyens ont accès à la connaissance du modèle de réhabilitation au travail, au cadre du propre système de justice pénale, et ainsi, qu'ils soient capables de réviser le propre rôle individuel dans le processus de réintégration ;
- Assurer un manuel pour le support des organisations variées du secteur public, privé et des ONG, en vue du développement de leurs responsabilités sociales et de la participation sur le CJS et de la réintégration des infracteurs.





Les huit organisations partenaires sont *Genepi* (France), *Le sénat pour la Justice et la Constitution de la Ville Brême* et *Hoppenbank e.V.* (Allemagne), *Associazione Antigone* (Italie), *Direção-Geral de Reinserção e Serviços Prisionais* et *Aproximar, Cooperativa de Solidariedade Social* (Portugal), *Le Centre pour la Promotion de l'Apprentissage Permanente – CPIP* et le *Pénitencier Baia Mare* (Roumanie).

MOBi a l'intention d'assurer une approche multimodale qui apporte ensemble le CJS, la société civile et les (anciens) infracteurs. C'est un projet innovateur qui propose une approche de type loupe : **comment contribuons-nous, la société civile, pour devenir le point décisif dans la vie des (anciens) détenus ? Quelle est la perception de la société sur les (anciens) infracteurs et du CJS ? Et en plus, sur son rôle concernant la réintégration ?**

MOBi propose de repenser le rôle de la société civile dans le procès, en sollicitant l'apparition de la responsabilité sociale générale (public, privé et ONG) comme stratégie pour la formation des personnes sur leur rôle en ce qui concerne l'interruption du cycle de récidive.

Sur la durée du projet, les partenaires ont développé un set d'Outputs (Résultats) Intellectuels, (IO), ça veut dire :

IO1: Instrument d'Evaluation pour l'appréciation des perceptions de la société sur les besoins des (anciens) infracteurs et de la fonction du CJS

IO2: Instrument d'Evaluation pour l'évaluation des perceptions sur l'acceptation de la société regardant le procès de réintégration

IO3: La méthodologie sur l'implication de la communauté dans le CJS

IO4: Cours de formation sur la conscientisation par la communauté regardant le CJS, la réhabilitation des (anciens) infracteurs et le procès de réintégration

IO5: Manuel sur la conscientisation par la communauté regardant la réhabilitation des (anciens) infracteurs et des procès de réintégration.

Le présent rapport a l'intention d'être lu en conjonction avec d'autres outputs du projet MOBi La Mobilisation de la Société pour la Réintégration des (anciens) Détenus (2017-2020) financé par le programme Erasmus+.

Plusieurs informations et futurs outputs peuvent être retrouvées à l'adresse : mobi-initiative.org.





Le présent document transmet un rapport sur l'Output Intellectuel 2 – Instrument d'Evaluation pour l'analyse des perceptions des infracteurs sur l'acceptation de la société regardant le procès de réintégration.

Le présent Output Intellectuel (IO) est concentré sur la création d'un canal critique par lequel les (anciens) infracteurs communiquent leurs soucis et leurs perceptions sur l'acceptation de la société regardant les voies de réintégration.

Similairement au document IO1, le présent IO se concentre sur le développement d'un instrument suffisamment flexible pour assurer des informations clef sur la mode dans lequel les (anciens) infracteurs perçoivent les procès de réintégration. L'instrument d'évaluation va inclure une étude pour collecter les perceptions des (anciens) infracteurs, ça veut dire sur l'acceptation par la société du procès de réintégration. En outre, le présent IO va fournir un set d'études de cas dans lequel, par l'utilisation d'une approche type narration, les infracteurs vont avoir l'occasion de présenter leurs perceptions.





I. L'analyse de la littérature de spécialité

Cette activité du projet MOBi a été due, en grande partie, à la pénurie reconnue de données originales, de la part des utilisateurs du service de justice pénale, qui compare les perspectives des différents Etats Membres de l'UE (EUMS) (Minke et al., 2016). Il existe deux raisons pour cela, le fait que les administrations des pénitentiaires ne collectent pas les données sur les opinions personnelles, de manière habituelle (ou, là où ces données sont collectées, ces données ne sont pas publiées) et les données originales de la part des (anciens) infracteurs nécessitent la permission des administrations des pénitentiaires, cet accord pouvant nécessiter beaucoup de temps pour être obtenu.

Ainsi, les partenaires MOBi ont décidé d'élargir l'analyse de la littérature, des articles des collègues analysés classiquement, pour inclure les rapports du niveau régional, national et européen, des pénitentiaires et des services de probation, ainsi que les rapports effectués par les instituts volontaires, qui agissent dans le système de la justice pénale.

Là où il a été possible, nous avons préféré les méta-analyses ou les éléments de littérature, qui ont déterminé, ensemble, des perspectives multiples, en vue de l'apprentissage de leurs méthodologies, mais aussi pour assurer le fait que nous n'allons pas répliquer les études antérieures.

Là où il n'a pas été possible, un document avancé peut offrir une perspective unique sur la méthodologie utilisée avec un certain (comme le public général écossais ou les pénitentiaires hollandais), dans un certain lieu et à un certain moment.

Cette analyse commune des éléments de littérature, pour OI1 et OI2 est attachée comme **Annexe 1 à ce rapport**.

1.1 Les thèmes importants principaux

Partialités

Toute étude effectuée sur la perception publique conduit rapidement à l'observation qu'il existe des partialités des chercheurs, concernant la formulation des questions, comme la tendance des répondants de fournir une réponse désirable, de point de vue social. Dans la section concernant la méthodologie, on observe la modalité dans laquelle nous avons formulé les questions et nous les avons adressées, dans le but de contrecarrer ce problème. Pourtant, vu qu'il était impossible d'éradiquer toutes les préconceptions, nous avons structuré notre analyse, tel que cette partialité soit reconnue dans l'étape finale. De cette manière la nature de toutes les formes de partialité a été discutée de manière régulière,





au cadre du projet MOBi et a fait l'objet de nos événements communs, de formation du personnel, à court terme.

La concentration sur les domaines d'inquiétude concernant la réhabilitation efficiente

Les variables complexes et dynamiques affectent les chances d'un individu de réhabilitation de succès, sur la durée du temps passé dans le pénitencier et suivant la libération. Le projet MOBi a désiré d'analyser la modalité dans laquelle les craintes et les perceptions des détenus étaient reflétées dans leur expérience concernant ces domaines critiques. Tel que reflété dans une gamme de recherches et articles (en principal, Graffam et al., 2004), nous avons divisé l'analyse de la littérature effectuée et, finalement, nos questions, au cadre de six thèmes principaux : les conditions personnelles de l'ancien infracteur, le réseau social et l'environnement social, l'habitation, le système de la justice pénale, la réhabilitation et le support.

La compréhension approfondie conduit à un débat plus constructif

Au cadre de la littérature de spécialité, nous avons remarqué que certains domaines du système de justice pénale (comme la 'condamnation à la peine privative de liberté') étaient compris à large échelle, par le public, pendant que les autres (comme la 'condamnation à la prestation des services pour la communauté') étaient soit non-compris ou compris différemment, par des répondants différents. Vu que la conscientisation et la compréhension de ce qui représente la responsabilité des services pénitencier et de probation, dans des termes de réhabilitation (et ce qu'elle ne l'est pas) s'encadrent dans le domaine de ce projet, par les éléments de littérature analysés nous avons développé une perception plus approfondie de la modalité dans laquelle on peut promouvoir un débat public plus informé. Nous avons remarqué que, lorsqu'il a lieu un débat plus informé, il existe des preuves qui suggèrent une diminution dramatique des niveaux de sollicitation, au niveau public, des approches punitives (Gelb et al 2006.).





II. Méthodologie

Au cadre de l'Output Intellectuel 2 IO2, notre objectif a été de développer un instrument d'évaluation accessible dans la collecte des dates quantitatives et qualitatives sur les inquiétudes et sur les perceptions du stigmatisme sur la durée du procès de réintégration. A l'aide de ces dates, le projet MOBi détient une base solide par laquelle il convainc le public que la réintégration de succès des (anciens) infracteurs dépend au même niveau de leurs attitudes que des pratiques des pénitentiaires et des services de probation, de chaque état membre.

La recherche au bureau au cadre du projet MOBi s'est déroulée sur les documents, initialement de la décennie antérieure et ensuite elle a été étendue à une période antérieure de vingt ans, pour l'analyse des plus importants éléments de littérature. La perception de la criminalité et de la peine sont liées aux modifications culturelles et idéologiques, tel que ce cadre temporel a été considéré le plus important.

2.1 Comment avons-nous partagé les éléments de littérature analysés

Sur la plateforme de l'Activité de l'Equipe du Projet MOBi, nous avons développé une liste d'analyse de la littérature, là où chaque partenaire a enregistré le titre, la langue et la date de la publication (analyse des collègues / rapport), les mots clef des sujets discutés, le niveau du domaine d'application (national / transfrontalier) et la bibliographie web ou les références bibliographiques. Lorsque les éléments de littérature ont été avancés dans une langue différente, on a traduit un court résumé dans la langue anglaise, pour être partagé aux autres.

La voix des utilisateurs du service de justice pénale

Le projet MOBi n'a pas eu en considération seulement de promouvoir l'inclusion sociale. Nous sommes partis de notre pratique pour le développer. Le document IO2 représente une entière activité dédiée à l'assurance du fait que la session de formation va inclure la perspective des personnes avec de l'expérience dans le système de justice pénale. Pourtant, nous savions que tous les pénitentiaires auxquels nous avons eu accès au cadre du projet MOBi abritaient des détenus hommes, ce qui signifie que la voix des utilisateurs femmes, qui représente, dans une moyenne de 6% de (anciens) infracteurs au cadre EUMS partenaires dans le projet, ne serait pas représentée.

L'activité européenne et la valeur ajoutée

Au moment de l'effectuation des activités de projet et recherche pour le projet MOBi, nous avons utilisé l'expérience personnelle des partenaires qui indique que, n'importe





leurs circonstances sociogéographiques, les attitudes négatives existantes au niveau des membres du public avaient la tendance de se corrélent dans les domaines des pénitentiaires, des (anciens) infracteurs, de la réhabilitation (Rade, 2016). En outre, malgré l'existence d'une variété d'approches structurelles à l'adresse des services pénitentiaires, de probation et volontaires, de la justice pénale, aucun partenaire des Etats Membres UE (EUMS) n'a pas continué de manière évidente de reconnaître de rôle du public pour la réduction des facteurs qui conduisent à la récidive et ni pour la réduction du récidivisme. Cette attitude enracinée, comme ses conséquences, nous conduit à l'analyse simultanée des perceptions des détenus et la société, en vue de la clarification des domaines pour lesquels les approches basées sur la communauté peuvent être les plus efficaces.

Dans certaines régions du projet MOBi, jusqu'à 40% des personnes du pénitentiaire sont des citoyens étrangers, tel que l'effectuation de cette activité au niveau européen représente une réflexion directe de notre groupe cible. Nous avons projeté des deux instruments de recherche tel que nous puissions agréger et désagréger les dates présentées, en identifiant les similarités et les différences au cadre et entre les pénitentiaires des pays partenaires. Nous avons pris en considération que toutes les dates soient disponibles, sans entrave, ultérieurement, pour être analysées par des tierces parties.

Les réponses 'dans le miroir' indiquent des perspectives pour le public et les utilisateurs des services

Avec un flux de travail qui a analysé la voix des utilisateurs des services et un autre qui a analysé la perspective du public, l'objectif du projet MOBi a été d'identifier les similarités et les différences au cadre et entre ces deux groupes, des pays différents, sur les réflexions spécifiques concernant le stigmat, comme l'adresse des affirmations 'la société a peur des anciens détenus' au nom des utilisateurs des services et 'j'ai peur des anciens détenus' vers le public. Antérieurement au développement de l'instrument, notre objectif a été de voir si les deux groupes transmettent des réponses similaires mais, tel que nous allons discuter ci-dessous, après avoir reçu les réponses, notre objectif est devenu d'utiliser ces réponses dans le miroir pour affirmer assez sûrement que les personnes incluses dans l'étude du projet MOBi avaient, parfois, des interprétations différentes sur les opinions des autres, ce qui pourrait contribuer à l'efficacité de la réintégration. Cela va prouver, à son tour, d'être une approche très utile et une base innovatrice pour notre cours de formation.

Etudes de cas

Supplémentairement à l'évaluation plus quantitative, chaque pays partenaire s'est engagé d'effectuer une interview plus détaillée, qualitative, avec les détenus, en assurant des études de cas (**Annexe 5 & Annexe 6**). L'objectif pour cela a été de souligner les réponses vrac de l'instrument d'étude, comme d'assurer des citations directes des utilisateurs des services, qui nous





assurent les constatations pour être utilisées au cadre des sessions de formations, les actions d'augmentation de la conscientisation et la dissémination.

Dissémination et conscientisation

Notre objectif au cadre du IO2 du projet MOBi a été d'assurer les réponses au cadre de l'évaluation des (anciens) détenus des partenaires MOBi, de manière qu'elles puissent être comprises rapidement et légèrement par quelqu'un qui n'avait aucune formation antérieure dans le domaine de la justice pénale. Nous avons désiré que nos résultats soient attractifs visuellement et dans des formats qui soient compris légèrement, ainsi que disséminés par l'intermédiaire des posts sur les blogs et les réseaux de socialisation.

2.2 La méthodologie de collecte des dates

Par l'analyse des éléments de littérature, nous avons observé que notre méthodologie, les instruments et les questions utilisés, les opinions des chercheurs / des répondants et l'échantillon et nos ressources limitées, ont conduit à des limitations au cadre des conclusions que nous avons pu tirer des réponses existantes au cadre IO2.

Le domaine d'application et l'échantillon : Dans le pénitencier, nous avons pu aborder seulement un nombre limité (100) de répondants, des juridictions variées (ou certaines pénitenciers, vraiment), là où le projet MOBi a bénéficié de l'implication de la direction des pénitenciers. L'échantillon peut être considéré seulement de manière indicative parce qu'il n'est pas suffisamment significatif pour être représentatif au niveau des administrations des pénitenciers ou EUMS, per total, tel qu'on a inséré la préface suivante, convenue par les partenaires MOBi, pour toute utilisation des dates (sans tenir compte s'il s'agit des articles ou de visualisations) :

Nous avons collecté 100 réponses aux questionnaires, de chaque pays partenaire du projet MOBi, remplis dans les Pénitenciers Brême et Vechta d'Allemagne, le Pénitencier Baia Mare de Roumanie, les Pénitenciers Linhó, Lisboa, Sintra et Carregueira de Portugal et le Pénitencier Milan d'Italie. Ainsi, ces dates ne constituent pas un échantillon représentatif, mais un instantané utilisé pour l'encrage des résultats du projet MOBi.

Les thèmes concernant la réintégration : l'étude IO2 a été créé pour surprendre les thèmes et les préconceptions des détenus en relation avec leur réintégration et, spécifiquement, la réponse de la société à leur retour. Les partenaires du projet MOBi ont considéré qu'il était aussi important de





constater les réactions à certaines préconceptions communes, mais assez abstraits (par exemple, ‘les gens de l’extérieur croient que tous les infracteurs sont pareils’), comme les idées préconçues sur les situations spécifiques que nous connaissions comme ayant la possibilité d’affecter négativement leur réintégration (par exemple, ‘les employeurs n’offrent pas de lieux de travail à ceux qui ont été dans le pénitencier’). Ainsi, nous avons utilisé le groupement de six domaines clef qui étaient vitales pour la réintégration avec succès et nous les avons organisés autour de 10 questions sur l’échelle Likert, par l’utilisation d’un seul élément d’initiation générale et par thème scale. Par exemple, la question sur la perception des utilisateurs du service sur le système de la justice pénale a été ouverte avec ‘En général, je considère que je reçois un support adéquat de la part de ...’ et a continué avec la liste de chaque groupe au cadre du trajet de la justice pénale - ‘le personnel du pénitencier’, ‘la police’ ou ‘le personnel de support religieux’ par exemple, conformément à l’échelle Likert séparée.

‘La base’ de chaque question sur des éléments de recherche antérieure: Les partenaires du projet MOBi ont identifié une profondeur importante de l’analyse constructive des méthodologies et des approches des autres chercheurs que nous avons prises en considération principalement, pour l’encrage de chacune de nos questions dans les éléments de recherche antérieures, dans un effort de démontrer que ce qu’on a demandé au cadre IO2 est relevant pour ce secteur de la recherche. La liste des questions et “l’encre” adéquate dans la littérature de spécialité analysée par nous peuvent être identifiés sous la forme de **l’Annexe 2 de ce rapport.**

Questions limitées : Certaines aspects du stigmatisme perçu, que nous connaissions, comme étant importants de la littérature analysée, n’ont pas pu être explorés par nous. Par exemple, la recherche au cadre du projet MOBi et l’expérience collective nous a conduit à la constatation du fait que l’ethnie a une grande importance sur la modalité dans laquelle une personne est traitée au cadre du système de la justice pénale, comme détenu. Pourtant, il n’est pas possible, de point de vue légal, d’en solliciter des données, dans le système pénitencier français et au moment que nous avons désiré que nos résultats soient comparables, nous avons renoncé d’adresser cette question. Similairement, la situation religieuse des détenus d’Allemagne n’a pas été abordée. La religion et l’ethnie ont été explorées, pourtant, d’une manière plus indirecte par les répondants, dans les études de cas.

Partialité et anonymité : De notre recherche, nous sommes conscients que, même si impossible d’éviter les partialités au moment du développement, de la présentation et de l’analyse des études, il est possible qu’elles soient atténuées en ce qui concerne leurs effets. Heureusement, les partenaires du projet MOBi sont provenus d’une gamme large d’institutions de volontariat, publiques et pour les droits de l’homme, de manière qu’on a pu bénéficier d’une multitude de perspectives pratiques, tel que recommandé par





les recherches. Nous avons créé l'étude tel qu'il puisse être complètement anonyme et, même si la première section de cette étude collecte des dates individuelles, il ne serait pas possible qu'elles soient utilisées comme éléments d'identification au cadre de ce groupe. Chaque répondant a reçu des clarifications verbales concernant le fait qu'aucune de ces dates ne pourrait pas ou ne sera pas utilisée pour son identification comme individu. Pourtant, lorsque les répondants de certains pénitenciers étaient familiarisés avec la personne qui leur a transmis le questionnaire, nous avons observé des preuves du fait qu'ils ont adapté les réponses pour lui être favorables.

Le type de questions : L'échelle Likert a été sélectionnée parce qu'elle représente un instrument d'étude commune pour la collecte des attitudes sous forme des réponses et parce qu'elle nous a satisfait le besoin d'avoir des questions qui soient faciles à comprendre et rapides à compléter. On doit mentionner ici un fait concernant l'utilisation du manque de réponse de la part des détenus : vu qu'elle n'a pas nécessité la division en 'je ne sais pas' ou 'plutôt je ne réponds pas', nous ne pouvons pas faire une différence entre ces attitudes. Cet aspect devient relevant lorsqu'on analyse les raisons pour lesquelles, par exemple, une proportion très importante des détenus italiens et roumains n'ont pas répondu aux questions sur leur perception sur la police.

La traduction des termes dans les variés systèmes de la justice pénale : L'instrument d'évaluation IO2 a été développé dans la langue anglaise, avec des informations transmises par les partenaires de tous les états membres de l'UE et vérifiées par un parleur natif de langue anglaise et ensuite traduites dans la langue de chaque pays partenaire, par les parleurs natifs (langue française, allemande, portugaise, roumaine et italienne). Ainsi, nous ne considérons pas la traduction un problème en soi, mais plutôt le fait qu'un certain terme peut ne pas exister ou peut être compris différemment dans un système différent et/ou dans un contexte culturel différent. L'un des plus discutés exemples concernant ce sujet, au cadre MOBi, a été l'utilisation des groupes de travail dans des 'volontaires' et le 'personnel de support religieux' qui, dans certains pays, représentent des catégories différentes et dans les autres sont compris comme étant l'une et la même catégorie. Là où il a été possible, nous avons modifié ou changé la formulation de la question originale pour gérer cet aspect, mais dans l'exemple lu, nous n'avons pu identifier aucune alternative satisfaisante.

Les types et le nombre des questions : Nous avons utilisé une variété de questions directes, indirectes et ouvertes, tel que recommandé pour assurer une analyse plus nuancée des préoccupations et des préjugés authentiques des détenus. Même si on a travaillé assidument pour en pas dépasser les six domaines concernant la détention de la réintégration de succès, de nombreuses sous-questions se sont





encadrées dans tous les sous-chapitres, tel que notre version finale du questionnaire a eu 75 points individuels sur l'échelle Likert et 3 questions ouvertes.

Accord, la conscientisation de l'utilisation des dates et l'activité de suivi pour les répondants : les répondants des pénitenciers ont été informés verbalement et par écrit regardant les buts du projet MOBi et de cette étude. Nous les avons informés regardant la modalité dans laquelle nous allons organiser et archiver les dates, leurs droits de refuser de répondre et leur anonymité garantie. De nouveau, IO2 nous apporte la perspective des utilisateurs du service, avec toutes les essais d'inclusion, tel que les partenaires peuvent élaborer des brochures et des présentations pour les détenus, regardant leurs propres réponses, ainsi que pour la comparaison des réponses entre les différents pénitenciers européens.

L'analyse des dates : Les dates ont été importées dans le software statistique SPSS (Paquet Statistique pour les Sciences Sociales), là où les environnements, les valeurs atypiques et les éléments comparatifs sont plus faciles à surprendre et à analyser. Vraiment, avec la quantité des dates que nous avons collectées, les partenaires ont abordé seulement le sommet des modalités possibles de présenter les constatations des variés types de public, tel que cela va devenir, maintenant, une activité continue, au-delà de l'existence du projet MOBi. Là où il est relevant et possible, nous avons impliqué les étudiants désireux d'utiliser de dates réelles au cadre de leurs recherches universitaires, tel que nous augmentons notre capacité d'analyse.

Tableau 1: L'implémentation Gantt a IO1 et IO2

Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
IO1	X	X	X	X	X	X	X	X																							
IO2	X	X	X	X	X	X	X	X																							
IO3						X	X	X	X	X	X	X	X																		
IO4														X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X							





III. Les constatations IO2

3.1 Les résultats de l'instrument d'évaluation quantitative

Au cadre du projet MOBi, on a collecté 100 réponses aux questionnaires de la part de quatre partenaires, remplis dans les Pénitenciers Brême et Vechta d'Allemagne, le Pénitencier Baia Mare de Roumanie, les Pénitenciers Linhó, Lisboa, Sintra et Carregueira de Portugal et le Pénitencier Milan d'Italie. Ainsi, les dates ne constituent pas un échantillon représentatif, mais un instantané utilisé pour l'encrage des résultats du projet MOBi. Le résumé des constatations préliminaires représente les dates, telles qu'elles ont été collectées.

Ces constatations sont détaillées complètement dans l'Annexe 4 de ce rapport. Chacune des 150 questions sont visualisées séparément dans le SPSS comme dates, en fonction du pays du répondant et des réponses agrégées.

Question 2: Lorsque j'ai reçu la condamnation et pendant le temps passé dans le pénitencier, j'ai été sur que je bénéficie de support de la part ...

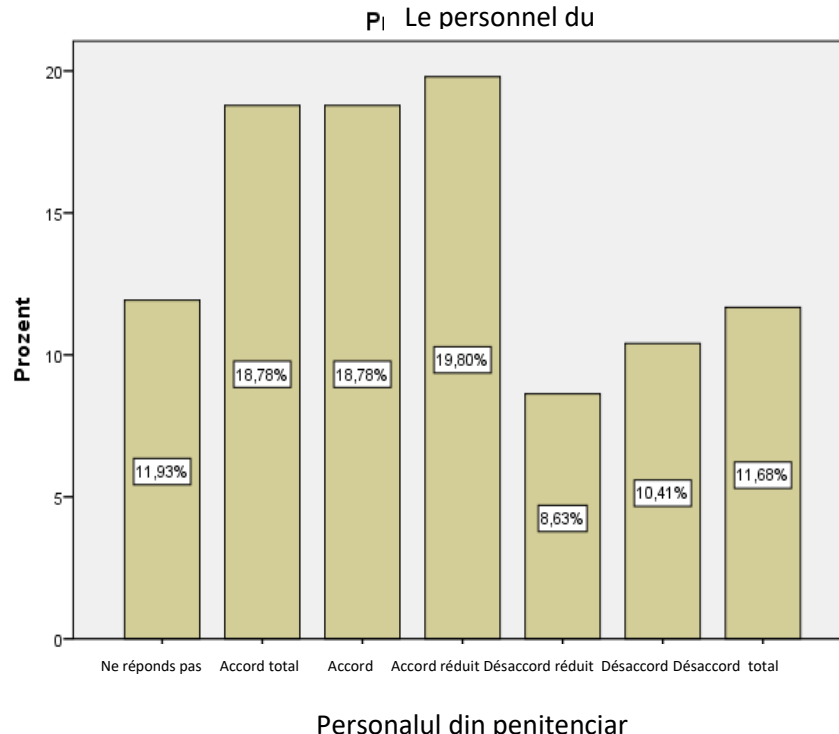


Figure 1: Les réponses agrégées dans le SPSS à l'instrument d'évaluation IO2 du MOBi, la question (2), des détenus d'Allemagne, Italie, Portugal et Roumanie



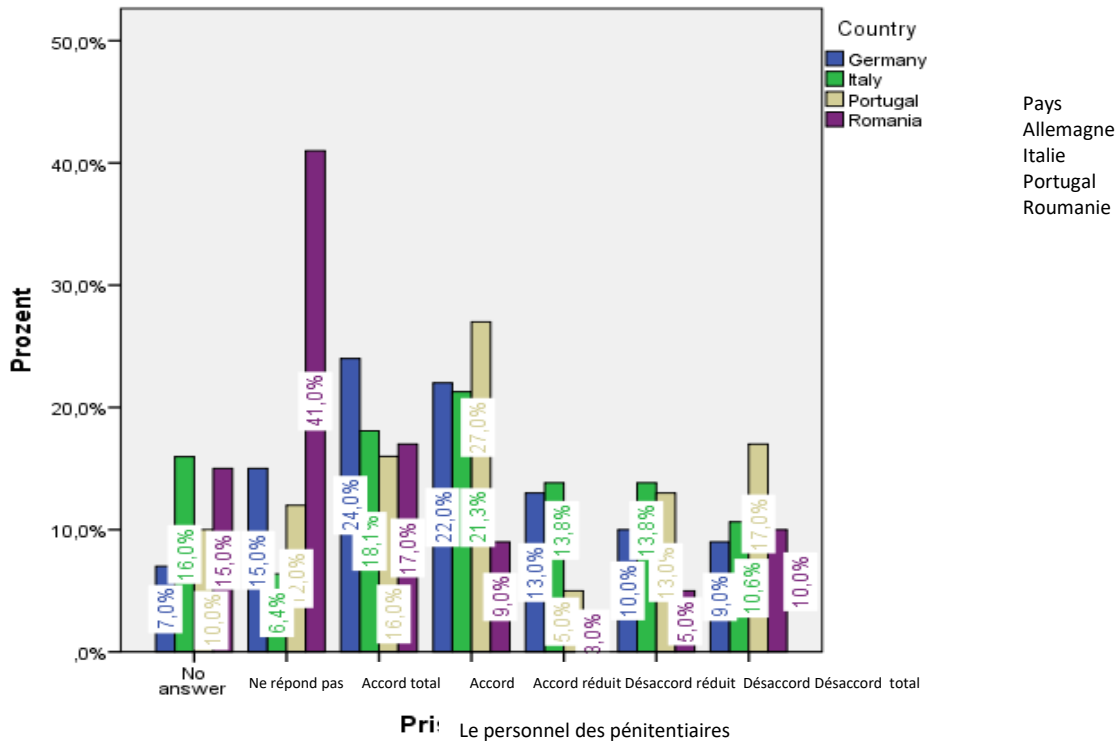


Figure 2: Les mêmes réponses, aux mêmes questions, dans le SPSS, mais désagrégées par pays

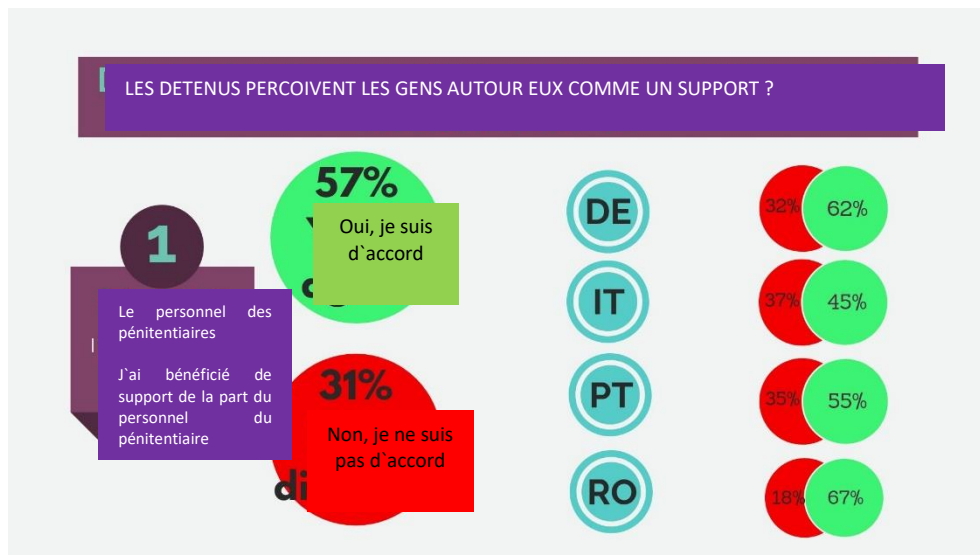


Figure 3: En utilisant le même set de réponses comme exemple, nous vous présentons une visualisation exemple, agrégée par pays

Question 2: Lorsque j'ai reçu la condamnation et pendant le temps passé dans le pénitencier, j'ai été sûr que je bénéficie de support de la part de ...

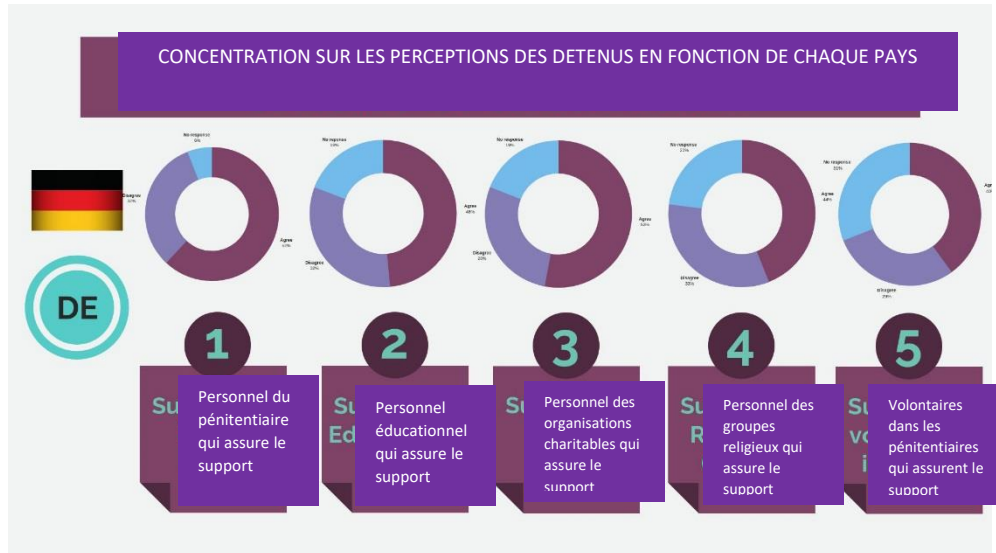


Figure 4: Quatre réponses à la même question, désagrégées en fonction du pays (Allemagne)

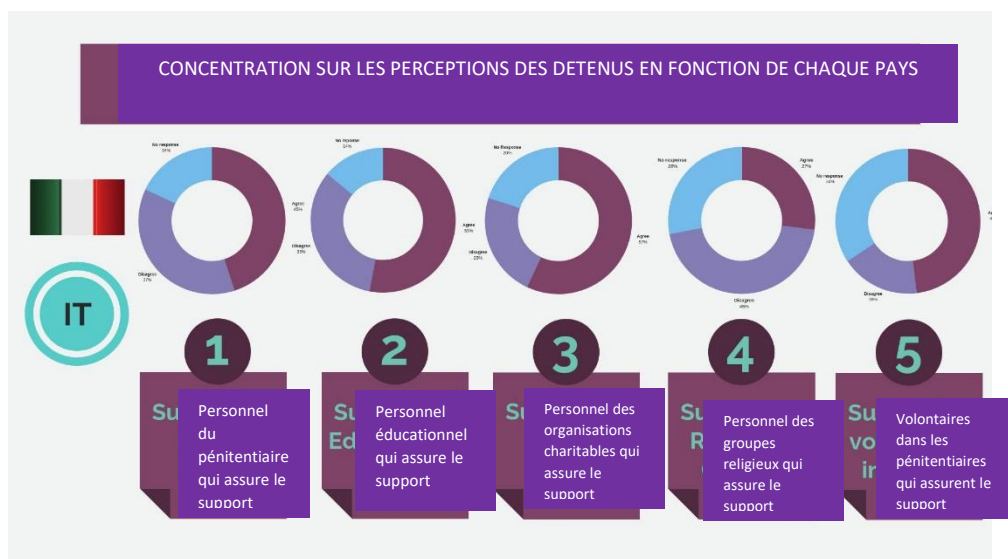


Figure 5: Quatre réponses à la même question, désagrégées en fonction du pays (Italie)

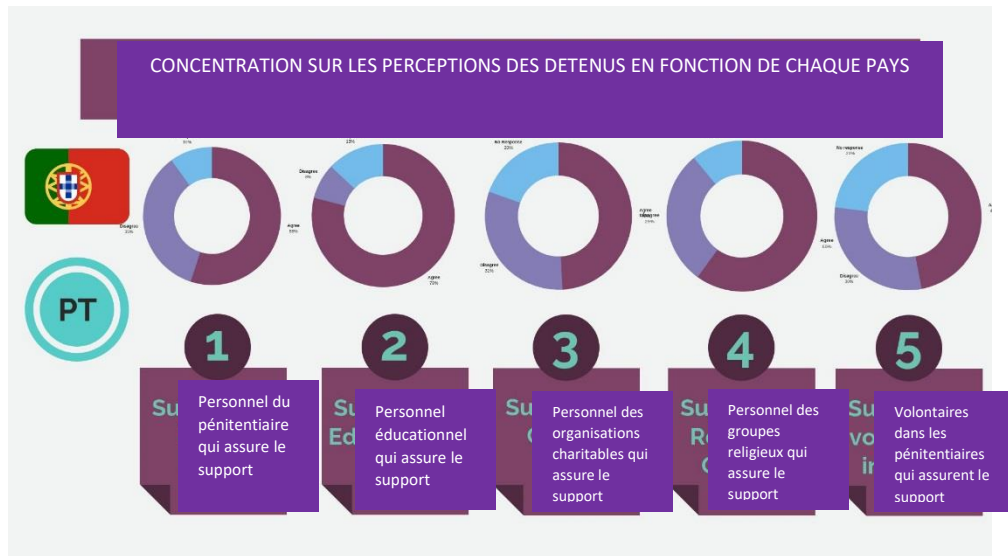


Figure 6: Quatre réponses à la même question, désagrégées en fonction du pays (Portugal)

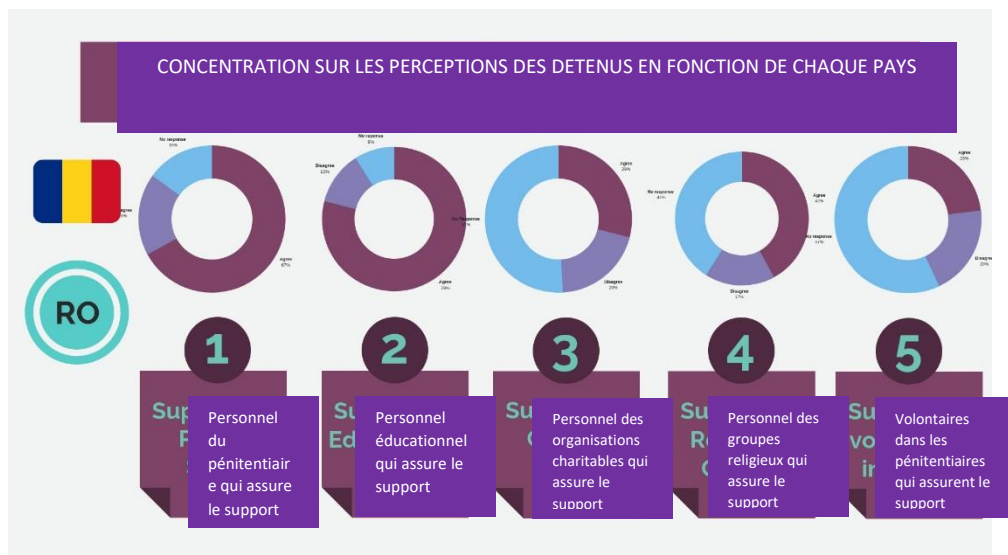


Figure 7: Quatre réponses à la même question, désagrégées en fonction du pays (Roumanie)

Le pénitencier ne doit pas seulement punir les infracteurs, mais il devrait aussi être un lieu où ils puissent apprendre comment se réintégrer dans la société. Ainsi, l'une des questions a fait référence à l'évaluation de la modalité dans laquelle les infracteurs perçoivent le support accordé sur la durée de la sentence privative de liberté. Les données désagrégées des chiffres ci-dessus nous permettent de différencier les pays :

1. **Le personnel des pénitentiaires** : La plupart des détenus ont considéré qu'ils ont reçu un support adéquat de la part du personnel des pénitentiaires. Les réponses agrégées démontrent que, au niveau des pays, 57% des infracteurs ont perçu le personnel des



pénitentiaires comme leur assurant le support. La désagrégation des réponses en fonction de chaque pays démontre que, surtout en Roumanie, les infracteurs ont été d'accord que le personnel des pénitentiaires les assuré le support. Des 67% qui ont convenu sur ce fait, 41% ont indiqué l'“accord total”. En Allemagne, plus de 60% ont été d'accord, en outre. A l'extérieur de la Roumanie, la plupart des réponses ont varié entre “accord” et “accord réduit” et presque un tiers des infracteurs allemands n'a pas été d'accord. Des 55% infracteurs portugais qui ont été d'accord, leur plupart (27%) ont indiqué seulement “accord réduit”. Un tiers des infracteurs portugais n'a pas perçu le personnel du pénitencier comme leur assurant le support. En Italie, plus de la moitié des répondants ont perçu le personnel du pénitencier comme leur assurant le support pendant l'exécution de leur sentence et presque 40% n'ont pas été d'accord.

2. **Le personnel éducationnel** : En outre, le support du personnel éducationnel est perçu différemment dans plusieurs pays. En Roumanie, comme au Portugal, presque 80% des répondants ont perçu le personnel des organisations éducationnelles comme leur assurant le support. En Italie et Allemagne, seulement approximativement la moitié des répondants a été d'accord regardant la perception du personnel éducationnel comme leur assurant le support. Presque un tiers des répondants d'Italie et Allemagne n'a pas été d'accord. Le feedback de la part des personnes interviewées suggère que l'accès limité à l'éducation, dans certaines pénitentiaires, peut influencer les réponses. Les infracteurs d'un pénitencier avec accès adéquat aux programmes éducationnels seraient, de cette manière, plus inclinés de percevoir le personnel éducationnel comme assurant le support que ceux qui ont seulement un accès limité ou sans accès à l'éducation dans les pénitentiaires.
3. **Le personnel des organisations charitables** : Si nous désagrégeons la perception sur le support de la part du personnel des organisations charitables, les réponses des infracteurs roumains diffèrent beaucoup des réponses des infracteurs des autres pays. Plus de la moitié des répondants n'ont pas répondu à la question. Nous avons trouvé qu'il existe des organisations charitables très peu nombreuses dans les pénitentiaires de Roumanie et, si elles existent, il s'agit, majoritairement, des groupes religieux.
4. **Les groupes religieux** : Regardant le support assuré par les groupes religieux, les résultats diffèrent beaucoup entre les pays : au Portugal, 60% des répondants ont dit qu'ils se sentent soutenus par les groupes religieux. Parmi les pays participants, l'Allemagne a le plus grand taux de personnes sans dénomination. Pourtant, 44% des infracteurs allemands se considèrent bien soutenus par les groupes religieux. En Roumanie, 42% ont été d'accord, mais, en outre, 41%





n'ont pas répondu. En Italie, avec 45%, la plupart des répondants n'ont pas senti le support de la part des groupes religieux.

5. **Les volontaires** : Les réponses à la question concernant le support de la part des volontaires reflètent le manque des volontaires des pénitentiaires. Pour tous les quatre pays, mais surtout pour la Roumanie, la grande quantité de réponses "Je ne réponds pas" indiquent, le plus probablement, un manque d'expérience avec les volontaires. En outre, il n'est pas clair pour un infracteur si une personne l'aide volontairement ou appartient à une organisation charitable payée. Pourtant, en Italie et Portugal presque la moitié des répondants ont été d'accord qu'ils se sentaient soutenus par les volontaires, sur la durée de l'exécution de leur sentence et en Allemagne 40% ont perçu les volontaires comme assurant le support. L'un des principaux objectifs du projet MOBi est d'encourager plusieurs volontaires d'aider les détenus. Les volontaires peuvent être très importants comme source informelle de support, mais aussi comme liaison avec la société civile.

En outre, il est utile de visualiser une des limitations que nous avons constatées au cadre de la méthodologie que nous avons utilisée, du moment que nous voyons les conséquences de la non-différenciation, sur l'échelle Scala Likert utilisée, des réponses 'je ne sais pas' ou 'je préfère ne pas répondre'. Dans la Figure 8 ci-dessous, (réponses agrégées) et la Figure 9 (réponses désagrégées) par pays, nous voyons une hésitation de commenter le support offert par les forces de police au moment de la condamnation et sur la durée de l'exécution de la peine dans le pénitencier, mais on ne peut pas tirer la conclusion sur les raisons potentielles, notamment le manque de contact avec la police ou l'hésitation concernant la présentation d'une appréciation, à cause de la peur de vengeance.

Au moment de la condamnation et sur la durée de l'exécution de la peine dans le pénitencier, j'ai senti que je suis soutenu de manière adéquate par ...



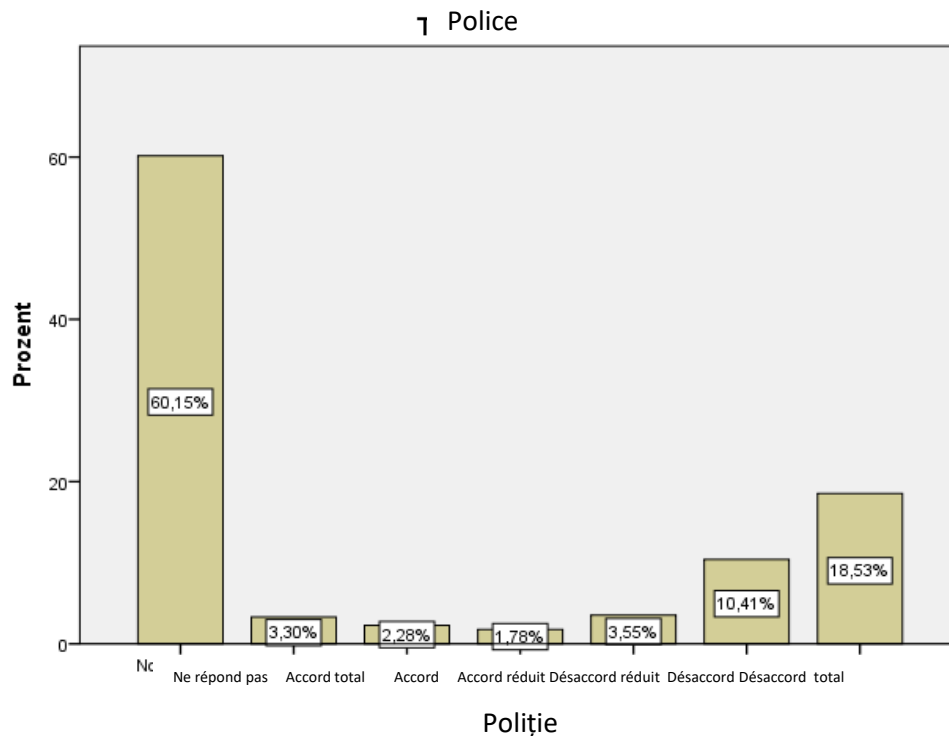


Figure 8: L'illustration de l'impact concernant le fait qu'aux répondants on n'a pas donné l'occasion de différencier entre 'je ne sais pas' et 'je préfère ne pas répondre'

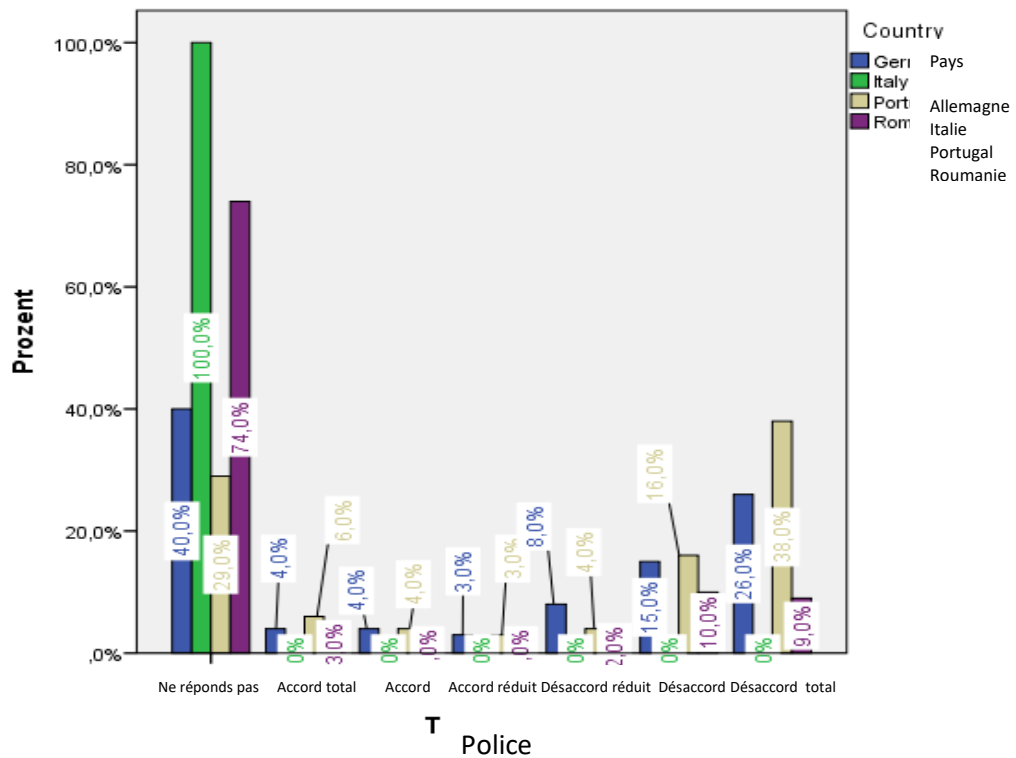


Figure 9: L'illustration de l'impact concernant le fait qu'aux répondants on n'a pas donné l'occasion de différencier entre 'je ne sais pas' et 'je préfère ne pas répondre'





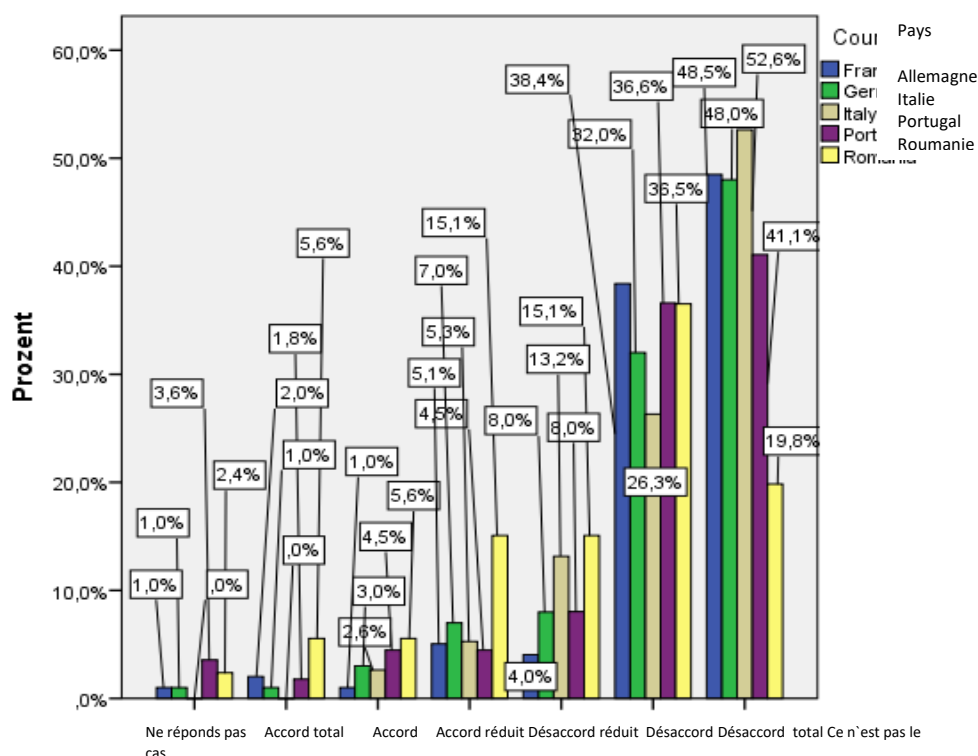
Réponses des détenus français par l'intermédiaire de l'organisation Genepi

Malheureusement, à cause des modifications étendues au cadre de la relation entre Genepi avec l'administration française des pénitentiaires, l'organisation n'a pas pu avoir l'accès sollicité à 100 détenus qui remplissent le questionnaire IO2.

3.2 Les réponses 'dans le miroir' de la IO1 si IO2

Tel qu'indiqué, les partenaires MOBi désirent comparer les réponses du public et au cadre des pénitentiaires aux mêmes questions. Ces réponses dans le miroir indiquent assez concrètement que les personnes considérées par MOBi, au cadre de l'étude, ont eu, parfois, des interprétations opposées aux opinions des autres, ce qui pourrait contribuer à l'efficacité de la réintégration. Ici nous présentons un exemple de neuf questions comparables / dans le miroir :

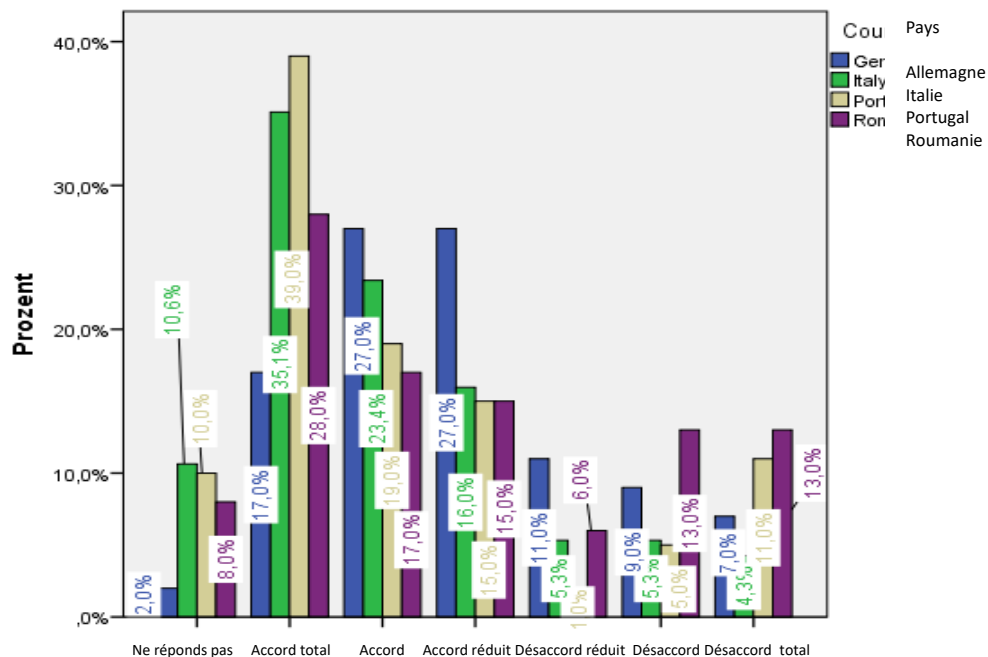
Les réponses comparables ou dans le miroir à la même question, de la part des membres du public général de France, Roumanie, Portugal, Allemagne et Italie (Figure 10) et de la part des détenus des pénitentiaires identifiés, de Roumanie, Portugal, Allemagne et Italie (Figure 11).



Tous les infracteurs sont pareils

Figure 10: Réponses comparables ou dans le miroir à la même question, de la part des membres du public général de France, Roumanie, Portugal, Allemagne et Italie





F Les personnes de l'extérieur croient que tous les infracteurs sont pareils

Figure 11: Réponses comparables ou dans le miroir à la même question, de la part des détenus des pénitenciers identifiés de Roumanie, Portugal, Allemagne et Italie

Pendant que les infracteurs des pays indiqués ont été d'accord, dans leur majorité, avec le fait que les gens de l'extérieur considèrent tous les infracteurs pareils, les réponses collectées au niveau de la société ont présenté une image différente. Les personnes ont la tendance, plutôt, de ne pas être d'accord avec la phrase : "Tous les infracteurs sont pareils ". Les réponses dans le miroir nous aident, d'un part, de comprendre les soucis et el stigmatisme anticipé des infracteurs. D'autre part, nous pouvons les comparer avec les réponses de la société et voir qu'elles sont alignées, toujours, à l'attitude de la société à l'adresse des (anciens) infracteurs.

IV. Les réponses de l'étude de cas

IO2 a effectué, en outre, une courte étude de cas, avec des questions, du type des interviews qui ont été basées, aussi, sur notre recherche, mais qui ont sollicité des réponses qui ne pouvaient pas être adaptées dans un format de l'échelle Likert. Ces questions ont été développées sur la durée des réunions du partenariat et par l'intermédiaire de la plate-forme de travail en équipe, de nouveau encrées dans les six trajets identifiés concernant la privation de liberté, qui influence la réintégration.

Avec seulement deux réponses par pays (en fait, la France s'est engagée de livrer 8 réponses), nous reconnaissons qu'il n'existerait aucune importance statistique pour les réponses de l'étude de cas.





Pourtant, les affirmations des infracteurs de cette étude de cas représentent des citations authentiques et efficaces pour le support des constatations au cadre de l'évaluation quantitative. Les deux contextualisent les soucis et les perceptions d'un individu et ont un impact émotionnel sur le lecteur.

Le projet MOBi s'est engagé de publier ces citations dans deux publications séparées, désagrégées par pays et le trajet thématique de l'environnement privatif de liberté. **La première variante est disponible dans l'Annexe 6 à ce rapport.**



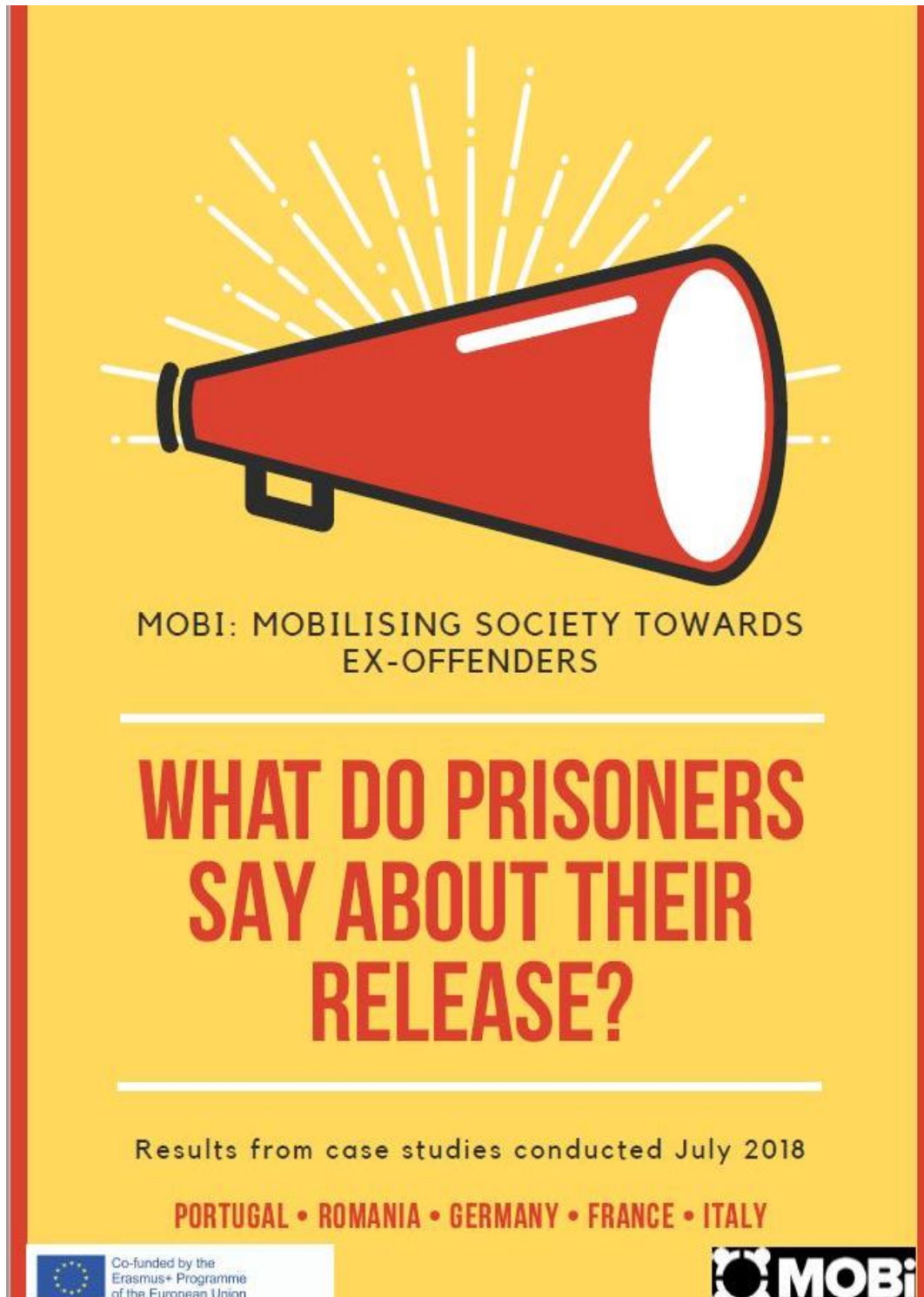


Figure 12: Couverture exemple d'une des brochures MOBi qui indique les citations des études de cas IO2 désagrégés par pays.





V. Discussion

La modalité dans laquelle les détenus perçoivent le support au cadre du pénitencier et au moment de la libération

En 2018, le projet Erasmus+ la Mobilisation de la Société pour la Réintégration des (anciens) Détenus (MOBi) a effectué une étude au niveau des détenus et des membres du public, des états membres de l'Union Européenne, pour obtenir des informations sur la modalité dans laquelle le stigmate d'être un (ancien) infracteur est perçu et ressenti. Nous désirons de connaître la modalité dans laquelle les perceptions des deux côtés influencent les domaines principaux de réintégration, tel que nous puissions produire des sessions de formation efficaces, pour les organisations de la société civile qui activent en vue de la réduction du récidivisme et du support des victimes des infractions.

Dans une étude effectuée par les pratiquants des pénitenciers et des services de probation, MOBi a demandé aux détenus hommes adultes sur la modalité dans laquelle ils percevaient le stigmate attaché par des diverses personnes et dans des situations spécifiques, avec référence aux points vitaux qui influencent le récidivisme. Le projet MOBi a collecté 100 réponses au questionnaire de la part de chaque partenaire MOBi, remplis dans les Pénitenciers Brême et Vechta d'Allemagne, le Pénitencier Baia Mare de Roumanie, les Pénitenciers Linhó, Lisboa, Sintra et Carregueira de Portugal et le Pénitencier Milan d'Italie. Ainsi, les données ne constituent pas un échantillon représentatif, mais seulement un instantané pour l'encrage des résultats du projet MOBi concernant la formation et pourrait être, en outre, intéressantes pour les employés des services de probation de ces pays.

La modalité dans laquelle les officiers des services de probation d'Europe aident à l'élimination des barrières dans la voie de l'inclusion sociale et professionnelle

Le projet MOBi a demandé aux détenus s'ils ont maintenu le contact avec les différents groupes de personnes de l'extérieur qui sont connues comme étant utiles pour leur réintégration efficace. Un pourcentage agrégé de 25% des répondants des pénitenciers des quatre états membres ont été d'accord qu'ils ont pu maintenir le contact avec les services de probation, sur la durée de l'exécution de la sentence, modifié significativement par les répondants roumains (74%) et italiens (53%) qui n'ont pas répondu à cette question. Ainsi, les partenaires ont suggéré que c'est la raison pour le fait que leurs services de probation sont comparativement plus jeunes et / ou ont moins de ressources. Le contact avec les officiers des services de probation est rapporté être comparativement plus réduit aux autres groupes, comme la famille (92% accord), les amis (64%), les groupes religieux





locaux (29%), mais plus grand que le contact avec les forces policières (7%). Cela conduit à des questions intéressantes concernant le contact avec la police, surtout parce que cette question a eu un pourcentage agrégé de 60% des répondants qui ont choisi de n'y pas répondre, ce qui a constitué 100% des répondants italiens et 74% des répondants roumains. Pourtant, le projet MOBi a été formé, en outre, des pratiques existantes en Roumanie, là où les officiers de police viennent régulièrement au Pénitencier Baia Mare avec un profil positif ou s'intègrent dans leurs services de probation. Cette pratique a eu un effet positif sur la réhabilitation et a aidé les officiers de police de comprendre l'expérience du pénitencier. Par conséquent, nos recommandations concernant les sessions de formation pour les organisations de la société civile vont inclure les modèles pratiques, testés et prouvés pour l'implication des officiers de police à des étapes variées sur le trajet d'un individu.

Le projet MOBi a désiré identifier des situations spécifiques dans lesquelles les anciens détenus anticipent de ressentir le stigmate après la libération du pénitencier, tel que nous puissions former les volontaires qui soutiennent la probation et les pénitenciers pour la reconnaissance et la responsabilité aux points critiques. Les répondants ont dit qu'ils s'attendaient d'être méprisés le plus par la police (un total de 56% agrégé), lors des interviews pour l'engagement (53%) et lors de la location d'un appartement (44%). Pourtant, de l'autre partie de l'échelle, ce type de mépris n'était pas attendu de la part des officiers de probation (un total de 23% accord) ou de la part de ceux de l'église à laquelle ils appartiennent (15%). De nouveau, une partie de notre recherche est d'identifier les pratiques qui contrecarrent ces constatations et nous avons appris que certains groupes de support religieux accompagnent les anciens détenus aux interviews d'engagement, ou à l'occasion de leurs visites à la section de police, comme influence positive.

On peut dire beaucoup plus sur la recherche effectuée par le projet MOBi, des idées importantes pour une large gamme de secteurs. Pourtant, un domaine final paraît important au cadre de ce court résumé orienté sur les pratiquants du secteur de la probation : nous avons prié les détenus de prioriser leurs soucis regardant la libération du pénitencier. 48% du nombre total des répondants a été d'accord que leur reconnaissance comme anciens infracteurs représentait un des éléments centraux de souci au moment de la libération, 43% étant d'accord que l'identification d'un lieu de travail constituait un souci important et 34% étant préoccupés, généralement, du fait qu'ils n'iront pas faire face aux documents qui doivent être remplis. Contrairement, les problèmes avec les drogues et l'alcool et la trouvaille d'une habitation, ce que nous connaissons comme étant des aspects vitaux qui déterminent le récidivisme, ont été chacun indiqués comme représentants des raisons de souci de sous 20% des répondants. A côté de ces préoccupations reconnues, nous croyons qu'il est intéressant à remarquer, en outre, à qui vont s'adresser les répondants des pays partenaires du projet MOBi pour le





support, après avoir quitté les pénitenciers. La plupart des détenus de tous les pays ont été d'accord que les familles et les amis vont représenter les éléments principaux de support. Pourtant, il est clair qu'au Portugal (60%) et en Allemagne (53%), les répondants sont plus inclinés d'être d'accord que leurs officiers de probation accordent le support nécessaire. Moins de répondants de Roumanie (26%) et Italie (18%) ont été d'accord que les membres du personnel de probation va leur accorder le support, de nouveau avec un grand nombre de répondants provenant de ces pays qui n'ont pas répondu à cette question.

La modalité dans laquelle le personnel des pénitenciers européens aident à dépasser les obstacles dans la voie de l'inclusion sociale et professionnelle

Le pénitencier ne doit pas seulement punir les infracteurs, mais aussi être une place où ils peuvent apprendre comment se réintégrer dans la société. Nous avons désiré d'identifier la modalité dans laquelle les infracteurs perçoivent le support sur la durée d'exécution de leur sentence privative de liberté. Les données désagrégées nous permettent de différencier entre les pays.

"Toute activité effectuée dans le pénitencier est importante. Même si de courte durée, il existe l'échange de sourires, conversations sur des sujets non-importants entre les détenus et le personnel du pénitencier... C'est comme ça qu'on reste un homme, nonseulement un numéro." (Citation au cadre de l'étude de cas)

Au cadre de notre étude, la plupart des répondants ont considéré qu'ils bénéficiaient de **support adéquat de la part du personnel des pénitenciers**. Les réponses agrégées démontrent que, au niveau des pays, 57% des infracteurs percevaient le personnel des pénitenciers comme leur assurant le support. En désagrégant les réponses par pays, il résulte que, surtout en Roumanie, les infracteurs ont été d'accord que le personnel des pénitenciers leur assure le support (67%). Sur la durée du développement du projet MOBi, nous avons appris que, en Roumanie la création d'une relation adéquate entre les détenus et le personnel des pénitenciers était vue comme une base importante pour la préparation des détenus en vue de leur retour dans la société et aurait pu représenter une explication pour les résultats positifs. En Allemagne, plus de 60% ont été d'accord, tout comme 55% des infracteurs portugais, En Italie, 46% des répondants percevaient le personnel des pénitenciers comme leur accordant le support, sur la durée de l'exécution de leur sentence, mais approximativement 40% n'ont pas été d'accord.





*“Je crois que les sessions de formation éducationnelles et professionnelles aident beaucoup les détenus”
(Citation au cadre de l'étude de cas)*

Les sessions de formation et éducation assurent aux détenus une occasion d'améliorer les habiletés et d'être préparés pour la libération. Ainsi, nous avons demandé regardant la modalité dans laquelle est perçu **le support de la part du personnel éducationnel, dans les pénitentiaires**. En Roumanie, comme au Portugal, presque 80% des répondants ont perçu le personnel éducationnel comme assurant le support nécessaire. En Italie (53%) et Allemagne (48%), approximativement la moitié des répondants ont été d'accord qu'ils percevaient le personnel éducationnel comme leur accordant le support. Presqu'un tiers des répondants d'Italie (33%) et Allemagne (32%) n'ont pas été d'accord. Le feedback de la part des interviewés suggère que l'accès limité à l'éducation des certains pénitentiaires peut influencer les réponses. Les infracteurs avec accès adéquat à l'éducation seraient, de cette manière, plus inclinés vers la perception du personnel éducationnel comme assurant le support que ceux qui ont un accès limité ou aucun type d'accès à l'éducation des pénitentiaires. Pourtant, les résultats de Portugal et Roumanie suggèrent que le personnel éducationnel peut représenter une source valeureuse de support pour les détenus.

La modalité dans laquelle la communauté de l'Europe et les organisations du troisième secteur aident à l'élimination des barrières dans la voie de l'inclusion sociale et professionnelle

Les communautés plus sûres représentent les bénéficiaires principaux de l'activité des pénitentiaires et des services de probation et, dans beaucoup de pays, ce trajet par la justice pénale est soutenu par la communauté et les organisations du troisième secteur. Ainsi, nous avons demandé aussi regardant les sources informelles qui offrent du support dans els pénitentiaires, comme le personnel au cadre des organisations charitables. En Italie (57%), Allemagne (53%) et Portugal (49%), beaucoup de répondants perçoivent ces organisations comme assurant le support. Les réponses de la part des infracteurs roumains diffèrent beaucoup de celles des autres pays. Plus de la moitié des répondants n'ont pas répondu à ces questions. Nous avons constaté qu'il existe peu d'organisations charitables dans els pénitentiaires de Roumanie et, quand elles existent, ils `agit, en principal, des groupes religieux.

Les groupes religieux représentent une autre forme informelle de support. Au Portugal, 60% des répondants ont considéré qu'ils sont soutenus par les groupes religieux. Parmi les pays participants, l'Allemagne a le plus élevé taux de personnes sans dénomination. Pourtant, beaucoup des répondants allemands se sont considérés bien soutenus par les groupes religieux (44%). En Roumanie, 42% ont été d'accord, mais 41% n'ont pas répondu. En Italie, un grand nombre de





répondants (45%) ne se sont pas considérés soutenus par les groupes religieux. Lorsqu'il s'agit de recevoir une deuxième chance, beaucoup de détenus se basent sur leur religion :

"Je suis chrétien et l'église n'a pas de préjugés. Nous sommes des hommes, tout le monde fait des erreurs." (Citation au cadre de l'étude de cas).

Pour tous les quatre pays, mais surtout pour la Roumanie, le grand nombre de personnes qui n'a pas répondu à la question concernant le support des volontaires est, le plus probable, le résultat du manque de contact avec les organisations du troisième secteur. Ce point de vue est soutenu par les réponses avec réponse ouverte. Supplémentairement, lors du remplissage des questionnaires, les répondants nous ont dit que, souvent, il n'est pas évident pour un infracteur si une personne l'aide volontairement ou si elle appartient à une organisation charitable et reçoit une rémunération. Pourtant, en Italie et Portugal, presque moitié des répondants ont été d'accord qu'ils se sentaient soutenus par les volontaires sur la durée de l'exécution de leur sentence et en Allemagne, 40% ont perçu les volontaires comme assurant le support nécessaire. L'un des principaux objectifs du Projet MOBi est d'encourager plusieurs volontaires d'aider les détenus. Les volontaires sont et peuvent représenter une source informelle très importante de support, mais aussi une liaison avec la société civile. En outre, ils apportent une perspective 'extérieure' à la pratique du régime quotidien des pénitentiaires.

"Je ne crois pas que j'arrivais dans un point si j'attendrais quelque chose (de la part d'un volontaire). Seulement s'il existait quelqu'un avec qui je puisse parler." (Citation au cadre de l'étude de cas).

La direction de l'analyse du projet MOBi

Les constatations indiquent la modalité dans laquelle le support sur la durée de l'exécution de la sentence dérive des sources variées, en fonction du pays. Pendant que dans certains pays les détenus se sentent plus soutenus par le personnel des pénitentiaires, dans les autres, ils se basent plus sur les sources informelles de support. Ce résumé des constatations représente seulement une petite partie du projet MOBi qui a évolué, en outre, les besoins et le stigmate anticipé. Les partenaires MOBi peuvent utiliser les résultats au cadre de l'étude pour apprendre des pratiques des autres et pour les prendre en considération au cadre des cours de formation qui sont en cours de développement. Après la finalisation du cours de formation, nous espérons qu'il va représenter un instrument utile pour l'augmentation de la conscientisation sur les situations spécifiques dans lesquelles les infracteurs doivent se réintégrer dans la société, mais peut-être, le plus important, une banque d'informations utiles pratiques pour contrecarrer ces situations et améliorer la collaboration entre les





Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Project number
2017-1-RO01-KA204-037360



domaines variés. Si vous désirez contribuer à nos exemples de bonnes pratiques ou vous désirez apprendre plus d'informations sur le cours de formation, garder la liaison avec le projet MOBi par l'intermédiaire <http://mobi-initiative.org/>



Co-financé par le
Programme Erasmus+
de l'Union Européenne

Projet no.
2017-1-RO01-KA204-037360





VI. Conclusions

Le rapport des dates (et de leurs limitations) d'une manière attractive, mais correcte : par prendre en considération les soucis et les limitations que nous avons discutées, les dates que nous avons collectées peuvent être intéressantes pour l'assurance d'un instantané sur les informations qualitatives concernant les soucis des détenus et leurs perceptions sur le stigmate sur la durée du procès de réintégration de ces pénitentiaires et de ces situations. Nos objectifs déclarés sont d'utiliser ces dates pour soutenir le cours de formation que le projet MOBi va développer en vue de l'approfondissement de la compréhension du public regardant la réintégration de succès et pour son implication dans le procès respectif. Pourtant, les partenaires du projet MOBi au cadre des services de probation et des pénitentiaires ont déjà exprimé leur intérêt pour recevoir des dates en vue de leur utilisation au cadre de la formation du personnel interne et les dates sous forme des instantanés sont générées au cadre des graphiques et des caricatures pour partager et augmenter la conscientisation dans les réseaux de socialisation. La génération des dates légèrement accessibles signifie le fait que nos résultats s'adressent à un public beaucoup plus large et ils seront facile à personnaliser pour transmettre des informations significatives aux décideurs, aux volontaires des ONG, aux directeurs des pénitentiaires et à nos employés.

L'exploitation ultérieure des dates

L'analyse a commencé et va continuer pendant le déroulement de ce projet et au-delà de celui-ci. Au cadre du projet MOBi, les partenaires vont utiliser ces constatations comme base pour les cours de formation et orientation. Chaque partenaire va adopter, en outre, une approche du type réponse pour la production des analyses destinées aux propres publics, notamment l'administration régionale des pénitentiaires d'Allemagne de nord qui a sollicité une présentation des domaines spécifiques. Les dates seront disponibles online, en format open source, sur le website du projet MOBi <http://mobi-initiative.org/>, pour que tout le monde les puisse utiliser.

Le projet MOBi va superviser l'exploitation des dates au cadre du Rapport de la Dissémination élaboré par nous, ce dernier allant d'être transmis sous forme d'un des outputs du projet.

L'utilisation des réponses comme base pour les projets ultérieurs.

En analysant les constatations, IO2 nous transmet une perspective extrêmement importante du point de vue de laquelle nous pouvons reconsidérer les interventions qui répondent aux aspects complexes de l'inclusion sociale et professionnelle des anciens détenus.





Bibliographie

Dirkzwager, J.E.; Nieuwbeerta, P.; Laan, P.H. van der (2015), The Prison project: A longitudinal study on the effects of imprisonment in the Netherlands. Europris Newsletter November 2015

Gelb, K. (July 2006) Myths and Misconceptions: Public Opinion versus Public Judgement about Sentencing, Sentencing Advisory Council Melbourne Victoria, Australia

Joe Graffam, Alison Shinkfield, Barbara Lavelle & Wenda McPherson (2004) Variables Affecting Successful Reintegration as Perceived by Offenders and Professionals, Journal of Offender Rehabilitation, 40:1-2, 147-171

Minke, L. K., Schinkel, M., Beijersbergen, K., Damboeanu, K., Dirga, L., Dirkzwager, A., Jewkes, Y., Knight, V., Moran, D., Palmen, H., Pricopie, V., Tartarini, F., Tomczak, P., Turner, J., Vanhouche, A. S., Wahidin, A. (2016). Multiple perspectives on imprisonment in Europe. Nordisk Tidsskrift for Kriminalvidenskab (Nordic Journal of Criminology)

Rade, C.B. Desmarais, S.L. and Mitchell, R.E. (2016) A Meta-Analysis of Public Attitudes Toward Ex-Offenders. Criminal





Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Project number
2017-1-RO01-KA204-037360



Co-financé par le
Programme Erasmus+
de l'Union Européenne

Projet no.
2017-1-RO01-KA204-037360

